



04-02-2013

Enseignement supérieur et recherche
Comment le gouvernement socialiste met en oeuvre
la loi LRU de Sarkozy

Le gouvernement Ayrault Hollande prépare une loi sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) qui sera prochainement soumise au conseil d'Etat C'est une adaptation de la loi [LRU](#) de Sarkozy.

Surtout pas question de revenir sur la LRU, la loi de Péresse et Sarkozy. Les fondements de cette loi ne sont surtout pas remis en cause. L'autonomie financière des Universités qu'elle a instaurée et qui a généré la compétition entre les Universités est strictement maintenue. Dans le contexte actuel d'austérité, cette autonomie amène les conseils d'administration à entériner des gels d'emplois.

Le gouvernement profite de cette situation pour essayer d'amener les Universités à se tourner vers les entreprises et donc à être plus dépendantes du capital. **Le projet de loi répète à l'envie que les Universités ont comme nouvelle mission le transfert vers les entreprises.**

Pour mieux gérer cette évolution, le projet marque un pas vers la régionalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le gouvernement essaye de forcer le regroupement des structures universitaires dans chaque région. Ces regroupements recevraient les crédits de l'état pour la région et passeraient contrat avec ces dernières.

Le gouvernement refuse de s'engager sur les moyens et sur l'emploi. Quant à la résorption de l'emploi précaire, il n'en est jamais question.

Cette politique met l'université et la recherche à la remorque de la stratégie du capital, elle vise à lui assurer les bases d'une recherche qu'il ne veut plus assumer directement pour abaisser ses coûts et augmenter ses profits. C'est la raison pour laquelle, des entreprises leaders sur leur segment d'activité comme Sanofi liquident leurs propres centres de recherche en externalisant la recherche vers le secteur public et les entreprises start-up issues de ce même secteur. Ils ne les rachètent qu'en cas de succès.

Pour une recherche efficace, il faut au contraire une maîtrise publique des choix d'investissement du capital. Cela n'est possible que par les nationalisations des grands groupes capitalistes. C'est un des objectifs de la lutte de Communistes.

www.sitecommunistes.org